

éducation
Sud

Sud
Recherche
EPAF

Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 18 février 2021

Vidal porte atteinte à la liberté de recherche des universitaires : un tel obscurantisme est inadmissible, la ministre Vidal doit partir !

Dimanche 14 février, sur un plateau télé de CNEWS (chaîne sur laquelle un animateur a par ailleurs été condamné à plusieurs reprises pour incitation à la haine raciale) la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Frédérique Vidal, interrogée par Jean-Pierre Elkabbach à propos de l'article « *Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités* » du Figaro (12/02) déclarait : « *Moi je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et que l'université n'est pas imperméable, [elle] fait partie de la société* ». Elle a annoncé par la suite devant la représentation nationale qu'elle allait demander « *notamment au CNRS* » de faire une enquête sur « *l'ensemble des courants de recherche* » à propos de « *l'islamo-gauchisme* » à l'université, « *de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion* ».

Un gouvernement qui souhaite museler les universitaires ?

Alors que les universités sont encore largement fermées, les étudiant-e-s dans une précarité sociale, une détresse psychologique et une incertitude pédagogique sans précédent, que l'ensemble de la communauté universitaire tient à bout de bras un enseignement supérieur et une recherche que le ministère vient d'affaiblir, précariser et libéraliser encore plus via la LPR rejetée massivement, la ministre tente un contre-feu digne de son collègue de l'Éducation nationale. Que la ministre reprenne les termes de l'extrême-droite à travers sa dénonciation du mythe, du fantasme de « l'islamo-gauchisme » marque une fois de plus la volonté du gouvernement de mise au pas de l'Université, de ses enseignant-e-s chercheurs-euses et de son personnel en général. Nous avons déjà connu ces derniers mois une volonté de restriction des libertés académiques, de la recherche, de criminalisation des mobilisations universitaires de la part de ce gouvernement. Cette fois-ci, toutes les limites sont franchies.

En demandant au CNRS (et donc ses agent-e-s) à travers l'Alliance Athéna de mener des enquêtes sur des « *courants de recherche* », la ministre piétine les fondements même de la recherche publique. Mme Vidal veut-elle instituer une

police de la pensée ? Interdire certaines thématiques de recherche (telles les études postcoloniales ou décoloniales, les travaux portant sur les discriminations raciales, etc.) comme c'est le cas dans certaines universités en Hongrie, Brésil ou Roumanie ?

Une offensive répressive et autoritaire tout azimut

Derrière ces propos, il y a plus que le « gauchisme », la stigmatisation de l'Islam et de ses pratiquant-e-s, ou supposé-e-s comme tel-les. Ce n'est pas un hasard si la ministre professe ces attaques quelques jours seulement après le « débat » entre Darmanin et Le Pen dans lequel le gouvernement a montré toute sa dimension réactionnaire, ou à quelques heures du vote de la loi « séparatisme » stigmatisante et discriminatoire.

La rhétorique est classique dans cette période de crise sanitaire, économique et sociale : masquer les responsabilités de l'État et du ministère dans la situation dramatique dans laquelle se trouve l'Université et la recherche aujourd'hui et allumer des contre-feux.

À travers les lois « séparatisme » et « sécurité globale », le gouvernement s'attaque frontalement à nos libertés fondamentales ; à travers les propos de la ministre, il menace aujourd'hui les libertés académiques et la possibilité d'un enseignement et d'une recherche critiques.

Pour SUD Éducation et SUD Recherche EPST :

Tout gouvernement qui se prétend démocratique doit accepter les critiques nées de l'analyse scientifique de ses actions. S'attaquer à l'université c'est s'attaquer à un lieu de construction d'un savoir critique.

— Aucun-e collègue, au CNRS comme dans des universités, quel que soit son statut, ne doit participer à cette campagne de dénonciation.

— Les libertés académiques et de recherche sont fondamentales et non négociables, pour un ESR émancipateur et débarrassé d'injonctions idéologiques comme économiques d'où qu'elles viennent.

Nous réaffirmons notre opposition aux lois « séparatisme » et « sécurité globale » comme à la LPR.

La ministre F. Vidal, que l'on connaissait déjà autoritaire et hermétique à la détresse du monde universitaire, a perdu toute légitimité avec ces propos injurieux et menaçants : elle doit partir.